

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 3486 - MERCREDI 8 MAI 2019

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Cent quarante-deux étudiants
congolais seront rapatriés de Cuba

Les membres du gouvernement lors de la rencontre avec les parents des étudiants congolais à Cuba

Le gouvernement a annoncé, hier à Brazzaville, au cours d'une rencontre avec les parents concernés, que cent quarante-deux étudiants congolais de Cuba regagneront le pays. Les motifs évoqués par l'exécutif sont, entre autres, l'extrémisme, l'insuffisance des résultats et le retour volontaire. « La République n'abandonnera pas ses enfants. Nous sommes en train de réunir des conditions pour faciliter leur réinsertion académique », a déclaré le ministre des Affaires étrangères, de la coopération et des Congolais de l'étranger, Jean Claude Gakosso.

Page 5

ELIMINATOIRES CAN U 23

Trente-sept Diabes rouges
présélectionnés contre
la Zambie

Les Diabes rouges U-23

Le sélectionneur des U23 Congolais, Jean Elie Ngoya, a rendu publique une pré-liste de trente-sept joueurs dans le cadre de la double rencontre Congo-Zambie, prévue les 5 et 9 juin. Sur cet effectif devrait en ressortir une ossature de vingt-trois Diabes rouges, en attendant le début du

stage prévu la semaine prochaine, avec au programme une rencontre avec la formation soudanaise de la même catégorie, en match amical.

Page 11

COOPÉRATION

Les enjeux
de la gouvernance
judiciaire préoccupent
le Congo et l'UE

Page 3

INTÉGRATION SOUS-RÉGIONALE

Vers la construction d'un
corridor Congo-RCA-Tchad

Les villes de Ouesso, Bangui et N'Djamena seront reliées dans les prochaines années par une route bitumée. Les trois pays concernés et les partenaires parmi lesquels la Banque africaine de développement entendent accélérer le processus de mise en œuvre de ce projet qui s'inscrit dans le cadre de l'intégration sous-régionale.

Page 3



Une route d'intégration sous-régionale

ENTREPRENEURIAT DES JEUNES

Quinze jeunes congolais
participeront au forum
de la Fondation Tony Elumelu

Le plus grand rendez-vous annuel d'entrepreneurs africains, une initiative de la Fondation Tony Elumelu, accueillera, du 26 au 27 juillet prochains, quelque cinq mille jeunes dont une quinzaine des Congolais, sélectionnés dans cinquante-quatre pays africains pour échanger sur la place de

l'entrepreneuriat des jeunes dans le développement économique du continent. Pour cette édition, les présidents Paul Kagame du Rwanda et Macky Sall du Sénégal seront face aux jeunes auxquels ils s'adresseront sur leur rôle dans la promotion de l'entrepreneuriat en Afrique.

Page 9

Éditorial

Dette intérieure

Page 2

ÉDITORIAL

Dette intérieure

Dans le moment très particulier que nous vivons où, si l'on en croit les propos tenus hier par la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Christine Lagarde, il y a « bon espoir » que le Congo obtienne à bref délai un accord sur la restructuration de sa dette, un point important, essentiel même, doit être inscrit en bonne place dans les priorités de l'Etat : celui du règlement de la dette intérieure qui plombe durement, très durement même, les finances de nombreux acteurs économiques petits, moyens et grands.

Si l'on ne connaît pas encore le montant exact de cette dette sur laquelle se penchent depuis une semaine les experts venus de Washington, les ministres en charge de ce dossier sensible et les conseillers qui assistent la République dans cette négociation stratégique, nous en mesurons, nous, de façon très concrète l'importance : d'abord parce que nombreux sont les chefs d'entreprises et les commerçants qui viennent nous faire part de leur inquiétude devant le manque de réactivité des pouvoirs publics face à ce problème qui gangrène l'économie nationale ; ensuite parce que nous payons cher, nous-mêmes, le non règlement des factures dues par diverses administrations et services publics et que, par conséquent, nous en subissons cruellement les conséquences.

Si l'accord avec le FMI se confirme alors que les cours du pétrole sur les marchés mondiaux se stabilisent à un haut niveau, que la production nationale d'hydrocarbures augmente de façon significative et que la restructuration de la dette envers la Chine est enfin acquise, toutes les conditions d'une relance économique et financière seront réunies. Mais pour que cette relance produise ses effets sociaux, il faudra que la dette intérieure soit traitée en priorité par l'Etat, autrement dit que les sommes dues pour une raison ou pour une autre aux acteurs économiques soient réglées sans délai.

Si tel est le cas, l'économie nationale repartira du bon pied, le chômage se réduira comme une peau de chagrin, les tensions sociales s'apaiseront, les caisses de l'Etat se rempliront et les sommes dues aux institutions clés telles que la Caisse nationale de sécurité sociale seront aussitôt réglées. Non seulement le Congo, notre Congo, résoudra tous ses problèmes internes mais il verra simultanément affluer vers lui les investisseurs du monde entier.

Les Dépêches de Brazzaville

VIE DES PARTIS

Le président de l'UDR-Mwinda suggère la tenue d'un dialogue de bonne intelligence

Guy Romain Kinoussia a fait sa proposition, le 4 mai à Brazzaville, lors de la clôture des travaux du congrès fédéral de son parti, en prélude à la tenue du deuxième congrès national.



Des militants du parti lors des travaux du congrès

En cette période de crise multidimensionnelle, a dit Guy Romain Kinoussia, le Congo a plutôt besoin d'un autre type de dialogue, pour voir tous ses fils échanger librement entre eux comme dans un « mbongui », sur l'état critique de leur pays afin de proposer des remèdes appropriés. Il s'agit, a-t-il poursuivi, de réconcilier les Congolais avec eux-mêmes et avec leurs gouvernants, après avoir soldé les séquelles du passé et restauré les conditions permissives d'un vivre ensemble en paix.

Aussi propose-t-il la tenue d'un dialogue de bonne intelligence, piloté par un gouvernement de bonne intelligence. Une approche, selon lui, de la démocratie participative. Ce dialogue, a ajouté le président de l'Union pour la démocratie et la République (UDR-Mwinda), s'appuiera sur les compétences nationales re-

présentées par des hommes et des femmes patriotes issus de toute la République, experts et intègres. « Ainsi donc, seraient réalisés concomitamment le dialogue inclusif et la transition gouvernementale qu'attendent notre peuple et la communauté internationale », a-t-il signifié.

Pour Guy Romain Kinoussia, il ne sera pas question d'une conférence nationale souveraine bis dirigée contre son organisateur, mais une grande consultation nationale illustrant la démocratie participative pour recueillir la parole citoyenne sur l'ensemble du territoire national et dans la diaspora.

Le président de l'UDR-Mwinda a indiqué, d'autre part, que la mise en œuvre d'un tel dialogue exige une parfaite maîtrise par le Premier ministre, de la dynamique « dialogue-

transition » et une franche collaboration de ce dernier avec le président de la République et le secrétaire permanent du Conseil national du dialogue.

En effet, a-t-il souligné, le président de la République, le Premier ministre et le secrétaire permanent du Conseil national du dialogue constituent le socle de cette concertation de bonne intelligence et la garantie d'exécution des réformes attendues. Notons que le congrès fédéral de l'UDR-Mwinda a mis en place les organes dirigeants du parti à Brazzaville. Il a connu la présence de quelques formations politiques tant de l'opposition que de la majorité dont le CAP de Jean Itadi et surtout le Parti congolais du travail conduit par le secrétaire général adjoint, André Massamba.

Jean Jacques Koubemba

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Directeur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana

(chef de service), Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué

(chef de service),

ÉDITION DU SAMEDI :

Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali-Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port -

Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC -
Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,
Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville :

Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngon

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : 06 700 09 00 /
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

INTÉGRATION SOUS- RÉGIONALE

Une route à bitumer pour relier le Congo, la RCA et le Tchad

Le projet du bitumage de la route Ouesso-Bangui-N'Djamena devrait interconnecter la République du Congo et les autres pays de l'Afrique centrale. Les parties prenantes se sont retrouvées, le 6 mai, à Brazzaville, pour accélérer le processus

La sous-région Afrique centrale est considérée comme l'espace communautaire le moins intégré du continent, avec un déficit infrastructurel et une faible connexion entre les réseaux de transports. À

cela s'ajoutent les tracasseries liées à la navigation sur le réseau fluvial Congo-Oubangui-Sangha.

Les réalisations jusque-là engagées sont jugées insuffisantes pour briser les fron-

tières, notamment la route bitumée Oyo-Obouya-Boundji-Lékéty qui relie depuis 2014 le Congo et le Gabon. Mais la construction de ce corridor intégrateur avait coûté pas moins de qua-

rante-six milliards francs CFA, grâce à un accord-cadre signé en 2006 entre le Congo et la Chine.

C'est pourquoi, à la troisième réunion du comité d'organisation de la table ronde de Brazzaville, le ministre congolais de l'Aménagement, de l'équipement du territoire et des grands travaux, Jean-Jacques Bouya, et ses homologues de la République centrafricaine (RCA) et du Tchad ont insisté sur la mobilisation des partenaires techniques et financiers.

Les partenaires de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et de la Banque africaine de développement (BAD) sont du même avis. « Le représentant de la BAD a confirmé l'engagement de son institution à financer l'organisation de la table ronde à hauteur de vingt millions de dollars américains (...). Et la CEEAC est invitée à accélérer le pro-

cessus de recrutement de la société spécialisée en événementiel », peut-on lire dans le compte rendu de la réunion.

Les pays membres devront à leur tour mobiliser les moyens en faveur des missions de sensibilisation des partenaires techniques et financiers, en marge des assemblées annuelles de la BAD prévues du 10 au 14 juin à Malabo, en Guinée équatoriale, et du forum des investisseurs arabes prévu à N'Djamena, le 26 juin.

À noter que la table ronde de Brazzaville, initialement prévue le 20 juin, a été reportée au 3 juillet. Ces assises sont destinées à mobiliser les bailleurs de fonds en faveur des projets intégrateurs tels que le pont-route-rail Brazzaville/Kinshasa, le chemin de fer Kinshasa-Ilebo (République démocratique du Congo), y compris l'aménagement de la navigation sur le fleuve Congo et ses affluents Oubangui et Sangha.

Fiacre Kombo



Un tronçon de la route bitumée Oyo-Obouya-Boundji-Lékéty

COOPÉRATION

Le Congo et l'UE échangent sur les enjeux et perspectives de la gouvernance judiciaire

Les deux parties ont organisé, le 7 mai à Brazzaville, le dialogue sectoriel sur la justice, dans le cadre des accords de Cotonou signés entre les pays ACP (Afrique, Caraïbes et pacifique) et l'Union européenne (UE).

La problématique de la modernisation de la justice au Congo a constitué la toile de fond des échanges qui ont regroupé les cadres du ministère de la Justice et des droits humains, les représentants des différents pays membres et de la délégation de l'UE, des magistrats et de la société civile. Ils ont, en effet, dialogué sur les enjeux et perspectives de la gouvernance de la justice au Congo. Selon le chef de la délégation de l'UE, Raul Mateus Paula, le partenariat entre les deux parties se trouve à un moment très important marqué par la négociation post-Cotonou.

« Il y a des discussions en cours pour définir le cadre qui va régir nos relations au-delà de Cotonou, mais il est évident que les questions de justice, de gouvernance et de droits de l'homme soient au cœur de nos préoccupations et du partage des valeurs communes qui nous tiennent à cœur », a-t-il dit.

Dans le cadre des accords de Cotonou, le Congo et l'UE ont, a rappelé Raul Mateus Paula, une coopération bilatérale qu'il faudrait consolider davantage, surtout dans le domaine de la défense des valeurs et des intérêts. « Cette coopération concerne



La photo de famille Adiac

des domaines tels que la diversification de l'économie, l'environnement, qui sont des sujets tellement importants mais qui ont tous un lien très fort à la justice. Le Congo est un pays stratégique pour la protection de l'environnement qui est un domaine d'actualité », a conclu l'ambassadeur de l'UE au Congo. Le ministre de la Justice, des droits humains et de la promotion des peuples autochtones, Aimé Ange Wilfrid Bininga, a indiqué que la problématique en débat est inscrite dans le programme d'actions du gouvernement. Il s'agit, entre autres, de renforcer l'indépendance de la justice; améliorer

les conditions de vie et de travail des magistrats, des greffiers et du personnel de l'administration pénitentiaire; informatiser les greffes. Il y a aussi la poursuite des efforts pour la réduction des délais de rédaction des jugements et arrêts; l'accélération du processus d'informatisation de la chaîne pénale. Les autres défis étant: travailler à une plus grande accessibilité à la justice des personnes démunies; résoudre les problèmes liés à la surpopulation carcérale; assurer la cohérence entre les priorités retenues par le programme de modernisation et la dotation budgétaire allouée au secteur de la justice et des droits

humains.

« Les défis à relever sont donc considérables et le Congo sait compter sur le partenariat privilégié qu'il entretient avec l'Union européenne. La gouvernance de la justice au Congo, principalement la volonté de modernisation de ses structures et la formation du personnel administratif constituent donc une préoccupation du gouvernement », a déclaré le ministre.

Des efforts en cours de déploiement

Malgré le contexte politique et économique difficile, l'Etat congolais n'a ménagé, selon lui, aucun

effort en œuvrant inlassablement à l'amélioration des services de la justice. L'Etat, a-t-il poursuivi, est en train de créer des nouveaux tribunaux et de construire de nouvelles prisons (à Owando, par exemple, et la rénovation de la prison de Ouesso); former et recruter des nouveaux magistrats. Les pouvoirs publics veillent aussi au respect des droits des plus démunis, assurent la formation des détenus dans le cadre des programmes de réinsertion, a assuré le garde des Sceaux.

« Ce cadre formel et institutionnel du dialogue sectoriel sur la justice nous donne, une fois de plus, la possibilité d'échanger sereinement sur l'ensemble de ces thèmes dans le but de rechercher consensuellement des solutions pragmatiques. L'ambition essentielle et légitime du ministère de la Justice est de relever tous ces défis avec le concours de l'ensemble des partenaires et en ayant pour objectif principal de faire de la justice au Congo une justice moderne, indépendante, crédible, performante et accessible à tous les justiciables », a laissé entendre Aimé Ange Wilfrid Bininga.

Parfait Wilfried Douniama

CHANGEMENT CLIMATIQUE

Les pratiques innovantes pour lutter contre le fléau

Pour relever le défi lié à la gestion de la croissance urbaine et du risque des catastrophes, il est nécessaire pour le Congo de disposer des données géographiques détaillées et mises à jour.

Le projet «Villes ouvertes», en cours de mise en œuvre depuis le mois d'octobre dernier, à Brazzaville et Pointe-Noire, s'inscrit dans cette vision. Il a fait l'objet, le 6 mai à Brazzaville, d'un atelier de restitution présidé par le coordonnateur du projet de développement urbain et de restructuration des quartiers précaires (Durquap), Batounguidio, au nom du ministre de l'Aménagement du territoire et des Grands travaux, pour communiquer sur le travail qui est en train d'être mené dans la ville océane. Les travaux ont été exécutés par un consultant, Immergis. Ce dernier a accompagné les communautés à réaliser la cartographie communautaire sur les grands enjeux environnementaux préalablement identifiés dans les quartiers de Mboukou et Tchiniambil.

Cet accompagnement a également porté sur les activités de formation via des ateliers théorique et pratique, l'utilisation des outils de collecte de données, la production de cartes de référence et les stratégies de sensibilisation communautaire nécessaires à la gestion des risques et des catastrophes en milieu urbain.

Le projet «Villes ouvertes» vient en appui au projet Durquap, chargé d'assurer la coordination. Leurs activités se déroulent dans les mêmes zones d'intervention. « Les données qui seront collectées par les habitants, dans

le cadre de l'initiative «Villes ouvertes», vont être utilisées pour alimenter les plans de restructuration des quartiers qui seront financés dans le cadre du Durquap », a indiqué la responsable de ce projet au niveau de la Banque mondiale (BM), Dina Ranarividy.

D'après cette dernière, le Durquap est important parce qu'il permet à la BM d'accompagner le Congo à combattre l'extrême pauvreté mais aussi à outiller les municipalités avec des plans locaux de développement et des plans directeurs d'urbanisme de sorte à aider à la prise de décisions.

Le projet «Villes ouvertes» en Afrique est une initiative du Programme mondial de réduction des effets des catastrophes et de relèvement. Il est cofinancé par le Groupe de la BM et par le Programme Afrique Caraïbes et Pacifique. Il vise à promouvoir les pratiques et les produits les plus innovants et durables sur les technologies à source ouverte pour la résilience afin de mettre en place des systèmes d'alerte participatifs et d'analyse des risques ainsi que des enjeux environnementaux dans les villes.

Ce concept découle du défi de promouvoir la résilience des villes face aux catastrophes naturelles et aux effets du changement climatique qui ne cessent de s'aggraver.

Lopelle Mboussa Gassia

SALUBRITÉ

Les Brazzavillois s'approprient l'opération « Villes, villages et habitations propres »

Le Premier ministre, chef du gouvernement, Clément Mouamba, a visité, le 4 mai, trois sites nettoyés par la population, dans le cadre de la journée d'assainissement.

La visite a commencé très tôt au rond-point du deuxième échangeur de Talangaï, où les agents municipaux de cet arrondissement, avec à leur tête le maire Privat Frédéric Ndeké, ont tous respecté le rendez-vous. Ils avaient soit une pelle, soit une machette, soit encore une houe, afin d'assainir cet espace public. Selon Privat Frédéric Ndeké, la mairie choisit chaque premier samedi du mois un site sur lequel le chef du quartier travaille en collaboration avec la population. « Cette opération concerne toute la population congolaise y compris les étrangers vivant au Congo. Quelque fois, nous sommes confrontés au manque de matériel aratoire mais cela n'est pas un obstacle. Nous invitons nos concitoyens à faire avec les moyens du bord puisque tous, nous possédons au moins un balai ou une machette », a expliqué le maire.

Ensuite, la délégation du Premier ministre s'est rendue au CEG Lheyet-Gaboka où l'administrateur maire du cinquième arrondissement Ouenzé, Marcel Nganongo, a remercié Clément Mouamba pour le suivi



Le Premier ministre (au milieu) pendant sa descente sur le terrain

et l'exécution de cette opération. Il a, en outre, déploré le fait que les tenants des magasins ne respectent pas la circulaire instituant cette journée, du fait que la plupart d'entre eux ferment les boutiques le matin sans pouvoir travailler. Le Premier ministre a bouclé sa visite au rond-point de la Poste assaini par les agents de la primature. Partout où il est passé, la participation du citoyen lambda a été au rendez-vous. Les Congolais inscrivent désormais cette journée dans leur agenda et chacun doit mener une action devant chez lui au lieu de toujours attendre que l'administration propose le lieu. Les autorités locales doivent accentuer la promotion de cette journée de salubrité afin que l'opération «Villes, vil-

lages et habitations propres» soit menée par tout le monde chaque premier samedi du mois, de 7h 00 à 10h00, sur toute l'étendue du territoire national comme indiqué dans la note circulaire.

Notons que l'intérêt de cette mesure est d'assainir les espaces publics tels que les écoles, les dispensaires, les administrations, les centres sportifs, pour certains, les lieux de culte, les habitations ou commerces pour d'autres. Elle vise l'amélioration du cadre de vie et la gestion de la salubrité publique. Lancée le 3 novembre 2018, la journée de salubrité met tous les acteurs des administrations publiques et privées devant leurs responsabilités en matière de préservation de l'environnement.

Rude Ngoma (stagiaire)

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES

CÉRAMIQUES MUSIQUE

L'art dans sa Généralité, de la Tradition à la Modernité

Situé sur 84 Boulevard Denis Sassou Nguesso immeuble les manguiers (Mipila) dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Cent quarante-deux étudiants congolais seront rapatriés de Cuba

En dehors de ceux qui sont jugés d'extrémistes par les autorités cubaines, il y a des étudiants qui retourneront au pays pour insuffisance de résultats et d'autres volontairement.

La liste des étudiants à rapatrier n'a pas été publiée car le gouvernement qui s'attelle encore à réunir les conditions de leur réinsertion académique poursuit les pourparlers avec les autorités cubaines, pour voir si le nombre peut être revu à la baisse.

« *La République n'abandonnera pas ses enfants* », a fait savoir le ministre des Affaires étrangères, de la coopération et des Congolais de l'étranger, Jean Claude Gakosso, lors de la rencontre d'informations entre les membres du gouvernement et les parents des étudiants congolais à Cuba, le 7 mai à Brazzaville. Après les manifestations déplorables de réclamation du paiement de bourse à la Havane, le mois dernier, les autorités cubaines avaient résolu de rapatrier quatre-vingt-huit étudiants jugés extrémistes. La diplomatie congolaise s'est activée et a obtenu que le nombre soit revu à la baisse. Finalement pour ce cas, soixante-seize seront de retour. Dans l'autre cas de figure, deux cent cinquante-six devraient regagner le pays. Le Congo a plaidé en faveur de plusieurs de ces étudiants au point où le nombre est redescendu à soixante-six. En définitive, cent quarante-deux seront rapatriés.



Les parents des étudiants à l'écoute des membres du gouvernement

Réinsertion

Face à cette situation, le gouvernement n'est pas resté bras croisés et a rassuré les parents des démarches qui s'effectuent pour la prise en charge académique de ces étudiants, une fois de retour au pays. Ainsi, le ministre de l'Enseignement, Bruno Jean Richard Itoua, a indiqué qu'ils seront réinsérés académiquement et pédagogiquement, notamment à la Faculté de médecine de l'Université Marien-Ngouabi, selon qu'ils soient en quatrième ou

cinquième année, voire en licence. « *Nous devons tirer bénéfice de l'important investissement que l'Etat a fait pour chaque enfant* », a-t-il souligné, comme pour dire qu'aucun étudiant ne sera mis au bord de la route. Ceux qui viennent pour insuffisance de résultats, ayant notamment passé trois ans pour l'apprentissage de la langue sans évolution ou repris plusieurs fois, peuvent être réorientés dans d'autres filières. Par ailleurs, la ministre de la Santé et de la population, Jacqueline Lydia Mikolo, a rappelé

que le Congo a besoin des compétences en matière de santé. Les projets d'intégration sont en cours. Le ministre de l'Intérieur, Raymond Zéphirin Mboulou, a, quant à lui, indiqué que toutes les conditions de sécurité sont réunies pour leur retour.

Les parents

Une série de questions réponses, en toute liberté, a permis aux parents d'apaiser leurs inquiétudes, après avoir été mieux éclairés sur la situation. La plus grande peur exprimée est liée à la manière dont se

fera la réinsertion à l'orée des vacances puisque les portes de l'université seront fermées. A ce propos, le ministre de l'Enseignement supérieur a indiqué que c'est précisément dans cette période que les échanges se feront entre les parents et leurs enfants, d'une manière restreinte, et avec les autorités compétentes par la suite de façon élargie. Ainsi, à la rentrée académique prochaine, ces étudiants seront orientés ou réorientés.

« *Les explications apportées par les membres du gouvernement nous ont apaisés. Jusqu'à présent, nous nous contentions de la version des faits relayée par les réseaux sociaux qui, d'ailleurs, n'avaient rien à avoir avec la copie du réel* », a indiqué Jean François Galomi, un des parents concernés. Il a souligné l'intérêt pour tous les parents réunis au sein d'un collectif de suivre les démarches prévues par la loi, et la méthodologie définie par les autorités compétentes pour trouver des solutions concertées. A ce propos, le gouvernement et les parents de ces étudiants sont déjà sur la bonne voie si bien que le ministre des Affaires étrangères s'est dit satisfait de la qualité des échanges fructueux entre les deux parties.

Rominique Makaya

Un séminaire se penche sur la qualité des programmes

Un atelier de formation en assurance qualité s'est ouvert à Brazzaville, le 6 mai, sous le patronage du recteur de l'Université Marien-Ngouabi, Jean Rosaire Ibara.

L'atelier qui se déroule jusqu'au 9 mai se tient sur le thème « *Démarche qualité dans l'enseignement supérieur africain et système LMD* ». Organisé à l'initiative de l'Association des universités africaines (AUA), il a pour but de contribuer, entre autres, à la sensibilisation à la qualité de l'enseignement supérieur ainsi qu'aux activités continentales et régionales en cours, liées à l'assurance qualité, la formulation d'instruments pour mettre en place, vérifier, contrôler et maintenir l'excellence dans les établissements d'enseignement supérieur.

Dans son mot d'ouverture, Jean Rosaire Ibara a félicité l'organisation pour les efforts constants dé-



Vue des participants

ployés aux fins de donner aux leaders des institutions d'enseignement supérieur des outils nécessaires pour améliorer leur gouvernance et assurer pleinement leurs missions fondamentales d'enseignement, de recherche et de services à la société. « *Pour ce faire, nos insti-*

tutions d'enseignement supérieur doivent pouvoir jouer effectivement ce rôle de « moteur de développement économique et social, être les temples où l'assurance qualité doit être développée de façon préférentielle, et servir de modèles à toutes nos

sociétés. Il est alors nécessaire de leur donner le minimum de moyens pour mettre en place des outils conséquents », a déclaré le recteur de l'Université Marien-Ngouabi. A propos des efforts vers cette viabilisation, avec sa double casquette de directeur et représentant du se-

crétaire général de l'AUA, Jean Rosaire Ibara a signifié qu'il n'est pas possible de rester « spectateurs » lorsque le reste du monde est aux prises avec des défis qui assaillent la société au quotidien. Ceci, a-t-il confié, semble la meilleure possibilité pour justifier l'engagement dans une société de la connaissance et produire des diplômés internationalement employables, c'est-à-dire le prototype de cadres africains que tout le monde veut.

L'AUA, précisons-le, est une organisation continentale qui regroupe actuellement plus de quatre cents établissements d'enseignement supérieur publics et privés, répartis dans les cinq régions du continent. Elle utilise les principales langues de l'Union africaine (anglais, français, arabe et portugais).

Guillaume Ondzé

EDUCATION DE BASE

L'Unicef apprend aux enfants à défendre leur cause par la photographie

Des élèves venus de la Cuvette, de la Bouenza, du Pool, de Pointe-Noire et de Brazzaville, une vingtaine au total, sont en atelier dans la capitale pour apprendre à utiliser la photographie comme mode d'expression leur permettant de donner leurs avis sur des problèmes liés à l'enfance.

Une initiative du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) en partenariat avec le Forum des éducatrices africaines (Fawe-Congo), l'atelier de photographie ouvert le 6 mai, à Brazzaville, va durer une semaine. « Nous allons apprendre aux enfants à raconter, grâce à la photographie, des histoires qui touchent à leur vie, leur environnement... Ils comprendront ainsi que la photographie est une mode d'expression. A travers l'image photographique, ils donneront donc leurs points de vue sur les problèmes qui les concernent », a expliqué le photographe formateur de l'Unicef, Giacomo Pirozzi. En dehors de la théorie en salle, les apprenants feront un travail de terrain sur des thématiques liées à l'enfance.

Selon la représentante de l'Unicef au Congo, Micaela Marques de Souza, les photographies que ces enfants réaliseront sur les thèmes bien dé-



Les enfants avec les organisateurs de l'atelier de photographie

finis permettront au Congo de partager avec ses partenaires ses préoccupations sur les questions liées à l'enfance. Ces photos seront également utilisées dans les calendriers que l'agence onusienne va concevoir l'année prochaine, a-t-elle poursuivi.

Par ailleurs, la présidente du Fawe-Congo, Aline Olga Lon-

zaniabeka, a abondé dans le même sens en soulignant que les enfants en formation peuvent être impliqués dans les programmes de l'Unicef, écrire dans les livres d'enfants conçus par l'agence onusienne....

La directrice générale de l'éducation de base, Miette Lekibi, a expliqué que cette formation s'inscrit dans le programme

d'engagement pour la défense des droits des enfants. Elle a, en outre, souhaité que le suivi des acquis des jeunes formés soit assuré après la formation. Les enfants ne sont pas restés indifférents à l'offre de l'Unicef. Chrisvie Mikembi, une collégienne venue de Kinkala, dans le département du Pool, s'est satisfaite du fait que l'agence

onusienne a résolu d'impliquer les enfants à s'exprimer, en toute liberté, à travers la photographie. « L'Unicef ne s'est pas focalisé uniquement sur les enfants vivant dans les grandes villes mais aussi sur ceux venus de l'intérieur du pays. L'initiative est louable », a-t-elle fait savoir.

Rominique Makaya

LOISIRS

Ô Pavillon inaugure son nouveau Salon lounge

Situé au rond-point de la Coupole, à Brazzaville, l'inauguration du site a eu lieu le 3 mai sous le patronage de la ministre du Tourisme et de l'environnement, Arlette Soudan Nonault, en présence du maître boulanger français Dominique Genty, des Grands Moulins de Paris.

La nouvelle adresse vient magnifier le savoir-faire franco congolais, comme l'a exprimé André Perez, intervenant au nom de Bathily Modibo, président directeur général (PDG) de la maison Pain de sucre et Ô Pavillon.

Modibo Bathily est un entrepreneur chevronné sans connaissance de la boulangerie, mais pour lui, rien n'est impossible quand on n'a la volonté, a indiqué André Perez, responsable du développement des maisons Pain de sucre et Ô pavillon. C'est pourquoi, il s'est engagé dans cette aventure en 2012, bien que cela n'ait pas été facile du tout. En 2014, la boutique de Brazzaville a été ouverte avec succès. En 2016, a été ouverte la boutique de Pointe-Noire sur Charles-de-Gaulle, avec sa terrasse, qui est devenue un endroit incontournable pour les résidents et touristes de Pointe-Noire, capitale économique du Congo. Aujourd'hui, la maison Pain de sucre est devenue la référence en termes de boulangerie et pâtisserie et n'a rien à envier aux boulangeries françaises de haute gamme, le tout, en respectant les normes d'hygiène aux standards internationaux et aux exigences des ministères du Commerce et du tourisme.

« Ce soir, nous sommes en ce lieu historique où fut créée la première pâtisserie de renommée de Brazzaville qui s'appelait la Coupole et qui a donné son nom à cette place. Avec la même ténacité, M. Bathily a voulu redonner vie à ce patrimoine historique de Brazzaville, pour vous offrir un lieu de plaisir gustatif et de convivialité. Un restaurant est ouvert où vous pourrez apprécier des pizzas, des



glaces et de la restauration rapide », a-t-il déclaré. Christian Poireau, directeur export des Grands Moulins de Paris, a indiqué que sa présence en ces lieux se justifie par l'histoire commune des Grands Moulins de Paris avec l'Afrique. Sa structure est présente depuis plus de soixante-dix ans. « Notre société, créée en 1919, sera centenaire en cette année. Leader européen de la meunerie et premier français. Nous sommes les fournisseurs référents des Maisons de Pain de sucre depuis l'origine. Nous fournissons les mêmes farines pour viennoiserie et pâtisserie, Shanghai, Dubaï, Bamako et bien sûr en France où nous avons 30% des parts de marché chez les boulangers artisans », a-t-il fait savoir.

La formation a-t-il ajouté, a toujours été pour eux un atout de leur développement. Et M. Bathily s'inscrit dans cette politique grâce à son investissement dans le savoir-faire de son personnel. Ainsi, chaque été, ils organisent dans leur école à Paris (qui a été créée en 1929), des stages d'une semaine dédiés à l'international, et ils accueillent réguliè-

rement des boulangers de la maison Pain de sucre. M. Bathily partage le même slogan : l'exigence qualité.

Dominique Genty, maître boulanger, référent technique de la maison Pain de sucre, a informé l'auditoire de son intérêt dans ce projet, qui n'est autre que la formation des équipes des maisons Pain de sucre pour atteindre un niveau d'excellence. Avec Christian et André, il a développé aux quatre coins du monde avec pour objectif de transmettre le savoir-faire français en termes de boulangerie. Il a rappelé également qu'il était le coach des équipes lors des concours internationaux de boulangerie. Il a formé des élèves qui sont des maîtres boulangers dans les plus grands palaces français. Et constate que les techniciens de la maison Pain de sucre qui ont travaillé à ses côtés font preuve de dynamisme, des bonnes compétences et sont attentifs aux techniques pour fabriquer des produits de qualité. « Je suis fier d'être boulanger, car c'est un métier qui est reconnu et mis en valeur

dans le monde entier. J'ai hâte de revenir parmi vous », a-t-il dit.

Maître boulanger, Dominique Genty est fils de boulanger. Il a été professeur dans l'école de boulangerie de Grands Moulins pendant quinze ans. Et pendant douze ans, il a voyagé dans le monde entier pour transmettre le savoir-faire français.

Coupant le ruban symbolique, la ministre du Tourisme et de l'environnement a exprimé son soutien à ce projet. Parce qu'en étant dans cette période de morosité, M. Bathily a accepté d'investir et de créer des emplois au Congo, d'y croire à cette destination et ce n'est pas peu.

La patronne de l'hébergement, restauration, loisirs, clubs nautiques et autres a rappelé que son département ministériel donne tout ce qui est normes institutionnelles et juridiques. Le tourisme au-delà du loisir, des aspects récréatifs, c'est une économie, pas la moindre, c'est la troisième économie mondiale, a-t-elle précisé. Le tourisme c'est trois emplois sur onze dans le monde. « Aujourd'hui, je ne pouvais qu'accepter cette invitation qui m'a été formulée pour moult raisons. Depuis pratiquement mai 2016 (date à laquelle je suis à la tête du ministère), le gouvernement de la République, par la volonté du chef de l'Etat, a fait d'une volonté politique un choix politique dans le cadre de sa diversification d'avoir le tourisme comme levier économique au même titre que les industries. A ce moment-là, il nous fallait nous engager entièrement. Parce que le Congo Brazzaville a toujours vécu au travers des énergies fossiles, le pétrole. Et maintenant, il nous faut retourner, car par ces périodes de morosité économique due à la chute du prix du baril du pétrole, il nous faut regarder, penser, refonder autrement notre économie. Et c'est à ce titre que la diversification passant par le tourisme a été inscrite dans le cadre du Plan national de développement 2019-2022. »

DROITS DE L'HOMME

Les Etats-Unis saluent l'adoption par le Congo de la loi sur la traite des personnes

La traite des êtres humains, les déplacés internes et la situation des ressortissants de la République démocratique du Congo (RDC) ayant trouvé refuge dans la partie nord du Congo ont été, le 6 mai à Brazzaville, au centre de la rencontre entre la ministre des Affaires sociales et de l'action humanitaire, Antoinette Dinga-Dzondo, et la directrice du Département Afrique centrale au Département d'Etat américain, Mélanie Higgins.

Accompagnée de l'ambassadeur des Etats-Unis au Congo, Todd P. Haskell, l'Américaine s'est félicitée de l'adoption, en avril dernier, de la loi sur la traite des personnes par les deux chambres du parlement congolais, en particulier la traite des femmes et des enfants. C'est ainsi que Mélanie Higgins a souligné l'attente par son pays de la promulgation de cette loi par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso. Elle a, en outre, souhaité que le Congo puisse intensifier ses efforts afin de mettre un terme à ce trafic inhumain, indique un communiqué de presse du ministère des Affaires sociales et de l'action humanitaire.



Antoinette Dinga-Dzondo s'entretenant avec Mélanie Higgins/DR

Réagissant à ces propos, Antoinette Dinga-Dzondo a exprimé à ses hôtes la détermination du gouvernement à lutter contre ce fléau qui touche à la dignité et à la morale humaine, en dépit de la conjoncture économique et financière difficile. En effet, cette loi en attente de promulgation a pour objet de définir les éléments constitutifs de l'infraction et d'offrir des garanties suffisantes concernant

la protection des victimes et la traque des trafiquants. Elle vient combler, selon la ministre, le vide juridique qui existait au Congo pour permettre aux instances habilitées de réprimer ces actes. Concernant la traite des enfants, le pays a consenti des efforts pour lutter déjà contre cette forme d'esclavage moderne. Pour ce faire, le Congo et le Bénin avaient signé, en 2011, un accord de coopéra-

tion sur la lutte contre la traite des enfants assorti de son plan d'action. Il est prévu, cette année, la révision de cet accord qui nécessitait, pour sa mise en œuvre, la somme de quatre cents millions francs CFA. Une équipe interministérielle au niveau du Congo travaille déjà dans ce sens.

Des promesses du gouvernement américain

Les Américains ont promis

de jouer le rôle de facilitateur entre les deux pays pour résoudre ce problème. S'agissant de la RDC, la ministre a expliqué que des contacts sont en train d'être pris avec les autorités de ce pays pour résoudre la question des jeunes filles entraînées dans la prostitution. L'autre point de satisfaction de la diplomate américaine a été le climat de paix qui prévaut dans le département du Pool, dix-huit mois après la signature des accords de cessez-le-feu et de cessation des hostilités, le 23 décembre 2017.

Par ailleurs, la ministre des Affaires sociales a aussi fait un état des lieux de la situation des réfugiés, notamment ceux de la RDC au Congo. Cette situation est en train d'être gérée à travers les réunions tripartites Congo-RDC-HCR dont une est prévue à Kinshasa dans les prochains jours. Au terme des échanges, la partie américaine a promis de soutenir la République du Congo soit directement, soit par l'entremise des organisations de la société civile pour trouver des solutions aux sujets évoqués au cours de cette audience.

Parfait Wilfried Douniama

LIBYE

Le chef du gouvernement en tournée européenne

Fayez al-Sarraj a débuté sa visite hier à Rome, en Italie, et doit se rendre dans les principales capitales européennes pour y « réunir des soutiens contre l'agression » du maréchal Khalifa Haftar, a-t-on appris.

Au cours de sa tournée, le Premier ministre du gouvernement d'union nationale (GNA), gouvernement reconnu par la communauté internationale, a rencontré hier le chef du gouvernement italien, Giuseppe Conte, et s'est entretenu dans la soirée, à Berlin, avec la chancelière allemande, Angela Merkel. Il sera reçu aujourd'hui à Paris par le président français, Emmanuel Macron, selon un communiqué du ministère libyen des Affaires étrangères. Le texte précise qu'une visite en Grande-Bretagne est également envisagée.

Des observateurs estiment que la visite à Paris revêt une importance particulière pour le GNA qui, à plusieurs reprises, a accusé la France de soutenir le maréchal Haftar. Ce que les autorités françaises ont toujours démenti, affirmant leur opposition à une opération militaire et leur attachement à « un processus politique sous l'égide de l'ONU ».

La visite du Premier ministre libyen en Europe intervient

alors que l'Union africaine (UA) et l'ONU ont lancé, le 6 mai, un nouvel appel à un cessez-le-feu dans le pays. Le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki, et le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, ont notamment insisté sur nécessité de baisser les canons au moment où le maréchal Khalifa Haftar veut poursuivre sa conquête de Tripoli, la capitale.

« Il faut absolument que les parties libyennes acceptent la cessation des hostilités, de se retrouver autour d'une table pour un règlement pacifique, politique, de cette crise », a déclaré Moussa Faki, lors d'un point de presse à l'ONU, à New York, avec Antonio Guterres. « La priorité aujourd'hui est de faire en sorte que (la guerre) cesse (...). Il n'y a pas de solution militaire dans un conflit de cette nature », a-t-il insisté. Le chef de l'ONU est revenu sur l'urgence de faire la paix, soulignant que « le message pour tous les Libyens » est la nécessité « d'un cessez-le-feu » et une « cessation des hostilités » avec un retour à

un processus de règlement politique. L'appel à un cessez-le-feu inclut un « arrêt de l'offensive » militaire menée par le maréchal Haftar, a précisé Antonio Guterres.

En proie à l'instabilité depuis la chute de Mouammar Kadhafi en 2011, la Libye a de nouveau basculé dans une spirale de violences avec le lancement, le 4 avril dernier, par le maréchal Khalifa Haftar, d'une offensive militaire sur Tripoli, siège du GNA dirigé par Fayez al-Sarraj.

Après plusieurs semaines de combats, les forces fidèles à l'homme fort de l'est libyen, qui avaient pourtant fait une progression rapide, piétinent depuis un mois aux portes de Tripoli, barrées par les forces du GNA. Des affrontements qui se déroulent quotidiennement dans la banlieue sud de la capitale et au sud de la ville ont déjà fait au moins quatre cent trente-deux morts, deux mille soixante-neuf blessés et plus de cinquante-cinq mille déplacés, selon l'ONU.

Nestor N'Gampoula

DISPARITION

La République rend un dernier hommage à Michel Gangouo

La cérémonie d'hommage à l'ancien secrétaire à la Défense a eu lieu le 7 mai, au Palais des congrès, en présence du président de la République, Denis Sassou N'Guesso.



Le président de la République s'inclinant devant la dépouille de Michel Gangouo

L'illustre disparu sera porté en terre ce 8 mai à Mbé, dans le département des Plateaux. Né en 1947 à Mbé, Michel Gangouo a été appelé sous le drapeau français en 1965. Il figurait donc parmi les dix jeunes lycéens mobilisés à l'époque pour un engagement militaire. « Dans sa carrière professionnelle, il a assumé, entre autres fonctions, celle de commandant de la zone militaire de Pointe-Noire en 1992. Pendant la période de transition, il a été secrétaire d'Etat à la Défense », a déclaré le ministre de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo, donnant lecture de l'oraison funèbre. Saluant sa mémoire, le président de la République a déposé une gerbe de fleurs avant de consoler les membres de la famille du disparu.

Rominique Makaya



VOUS L'AVIEZ DEMANDÉ !
Désormais le méga hors forfait
est à 10F.



LE RESEAU DES SMARTPHONES

CRISE ALIMENTAIRE

La sécheresse cause deux millions de malnutris en Somalie

«La situation humanitaire s'est détériorée à un rythme alarmant», alerte le Conseil norvégien pour les réfugiés en République somalienne.

De centaines de milliers d'enfants sont frappés par le manque de pluies. Ils ont besoin de nourriture et souffrent de malnutrition en Somalie, ce pays déchiré par la guerre, a indiqué le Conseil norvégien pour les réfugiés, un organisme humanitaire.

Les Nations unies estiment que 1,7 million de personnes souffrent de la faim et que leur nombre va augmenter d'un demi-million d'ici à juillet. «La situation humanitaire s'est détériorée à un rythme alarmant en raison de la sécheresse», explique Victor Moses, directeur pour la Somalie du Conseil norvégien pour les réfugiés.

Les pluies habituelles d'Afrique de l'est entre mars et mai ne sont pas tombées cette année. Ce qui a entraîné des récoltes insuffisantes et une forte pression sur les communautés qui dépendent de l'élevage dans la région.

Cette crise alimentaire pourrait s'étendre bien au-delà de la Somalie, l'ensemble de la Corne de l'Afrique risquant de subir une sécheresse et des conditions météorologiques extrêmes provoquées par le changement climatique.

Noël Ndong

5E ÉDITION DU FORUM ENTREPRENEURIAL

Les présidents rwandais et sénégalais s'adresseront aux jeunes africains

Le plus grand rassemblement annuel d'entrepreneurs africains se tiendra, les 26 et 27 juillet, à Abuja, au Nigeria. Les chefs d'État Paul Kagamé et Macky Sall seront face à cinq mille jeunes entrepreneurs du continent, dont une quinzaine de Congolais.

Le forum de la Fondation Tony Elumelu (TEF 2019) offre une occasion aux jeunes femmes et hommes, issus des cinquante-quatre pays africains, de se rencontrer, d'apprendre et de créer des réseaux au sein du vaste écosystème entrepreneurial continental. L'événement de cette année marque l'aboutissement du programme TEF qui a encadré, formé et financé plus de trois mille jeunes entrepreneurs africains.

Pour la première fois, le rassemblement va se tenir dans la capitale fédérale du Nigeria, Abuja, et réunira les principaux dirigeants d'entreprises, agences de développement, y compris les anciens bénéficiaires du programme d'entrepreneuriat de la fondation.

Il s'agit également d'une occasion «cruciale» pour les leaders politiques de rencontrer une nouvelle génération de dirigeants d'entreprises africains, souligne un communiqué de la fondation.

«Son excellence Paul Kagamé, président du Rwanda, et son excellence Macky Sall, président du Sénégal, seront les principaux orateurs du forum, qui se joindront à Tony Elumelu, promoteur de TEF



Le promoteur Tony Elumelu s'adressant aux jeunes lors d'une précédente rencontre et président de Heirs Holdings et de United Bank for Africa (UBA), dans le cadre d'une discussion ouverte et intime», précise la source.

L'intervention des deux présidents constituera, sans nul doute, l'un des temps forts du forum ; une opportunité pour ces futurs entrepreneurs de s'entretenir directement avec ces dirigeants politiques. L'ordre du jour couvre des cours de grands maîtres et des panels avec des conférenciers ainsi que des experts du monde d'entreprise venus d'Afrique et du monde entier, qui vont partager leurs idées.

Le forum comportera également une séance de plaidoyer, au cours de laquelle des entrepreneurs sé-

lectionnés feront des présentations passionnantes sur leurs produits et services devant un jury constitué.

Depuis 2015, la TEF a consacré cent millions de dollars à l'autonomisation de dix mille entrepreneurs du continent sur dix ans. L'organisation a pu accompagner, à travers son réseau de banque UBA, plus de sept mille cinq cents start-up et petites entreprises sur la gestion d'entreprise.

Notons que les précédentes éditions du forum ont été honorées par la présence des leaders africains, notamment les présidents du Ghana, Nana Akufo-Addo; du Kenya, Uhu-ru Kenyatta; ainsi que l'ancien président nigérian, Olusegun Obasanjo.

Fiacre Kombo

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Le projet Fonds vert au centre des entretiens entre la ministre de l'Environnement et la FAO

Arlette Soudan Nonault, coordinatrice technique de la Commission climat du Bassin du Congo, a abordé le sujet la semaine dernière, avec la délégation de l'agence onusienne, conduite par sa représentante au Congo, Suze Percy Filippini.

L'entretien a porté essentiellement sur l'état d'avancement du projet Fonds climat qui est en instruction, et sur un autre projet pour aider à accompagner les institutions nationales, le secteur privé ainsi que les organisations non gouvernementales à mieux s'armer pour déposer, au besoin, des projets auprès du Fonds vert.

« Nous avons passé en revue ce qui se fait pour pouvoir terminer l'instruction du projet Fonds vert climat et avons également parlé du projet pour accompagner le pays à mieux s'armer pour élaborer d'autres projets. Ensuite, nous avons parlé de la nécessité d'organiser un échange à travers un atelier sur L'appropriation des mécanismes du Fonds vert climat par les institutions du pays », a déclaré Suze Percy Filippini.



La ministre du Tourisme et de l'environnement s'entretenant avec l'ambassadeur des Pays-Bas pour les deux Congo

Philippe Crète, expert international Redd+ à la division des politiques et des ressources forestières, au département des forêts, a indiqué que sur ce projet, il a été lancé différents recrutements pour permettre de terminer le projet autour des mois de juin et juillet. De même, il est prévu l'organisation d'un atelier de validation nationale qui se tiendra au mois de septembre, pour déposer le projet Fonds vert climat au conseil d'administration dudit projet après plus de deux années d'instruction.

L'expert international Redd+ a ajouté qu'il s'agit d'un accompagnement au Congo pour déposer une demande de financement au Fonds vert climat qui permettra de mettre en place, dans le cadre de ce projet, des activités agroforestières sur le terrain. Pour ce faire, cinq départements sont visés, à savoir le Pool, les Plateaux, la Bouenza, le Niari et le Kouilou. Ils ont été identifiés pour soutenir la population locale et le secteur privé ; faire de l'agroforesterie durable qui va réduire une pression sur les forêts et les émissions

de gaz à effet de serre. En même temps, il s'agit de diminuer la consommation en bois énergétique. Ce qui permettra au pays d'obtenir des financements auprès du Fonds vert afin de contribuer aux efforts globaux d'atténuation des changements climatiques.

Les Pays-Bas vont soutenir financièrement le Fonds bleu

Bien auparavant, la ministre du Tourisme et de l'environnement a échangé avec l'ambassadeur des Pays-Bas pour les deux Congo, avec pour siège Kinshasa, Robert Schuddeboom. Les deux person-

nalités ont parlé du changement climatique, précisément de l'opérationnalisation du Fonds bleu pour le Bassin du Congo et la préservation de ses écosystèmes. « Nous avons eu un entretien très chaleureux avec la ministre et avons parlé de l'environnement, notamment des principes très importants sur le changement climatique. La planète court un grand risque, un grand danger. Et nous, en tant que Pays-Bas, sommes en train de contribuer financièrement afin de soutenir les pays comme la République du Congo qui possèdent des ressources naturelles très importantes avec les forêts. Nous sommes prêts à les soutenir », a indiqué l'ambassadeur des Pays-Bas à sa sortie d'audience.

Avant d'ajouter qu'accepter le principe est une chose, mais trouver des solutions pratiques en est une autre. « J'aimerais bien comprendre comment fonctionne le Fonds bleu. Nous avons accepté le principe et sommes prêts à soutenir financièrement le Fonds bleu. Je vais écrire à mes collègues aux Pays-Bas », a promis le diplomate.

Bruno Okokana

RADIATION AU R.C.C.M CERTIFICAT DE RADIATION

RADIATION EN DATE DU : 23/04/2019
IMMATICULATION PRINCIPALE AU RCCM EN DATE DU
05/01/2012
N° DE REGISTRE DU COMMERCE : CG/PNR/12 B 5
RAISON SOCIALE OU DENOMINATION : SOCIETE BEN TEYBA
SIGLE : « B.T - SARL »
FORME : SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE
ADRESSE DU SIEGE SOCIAL : Ligne huit Immeuble JUMBO
grand-marché à Pointe-Noire/ Congo

Le greffier en chef
Maître Martin Patrick Anfoula

NÉCROLOGIE

Le Directeur de l'administration et des Ressources humaines a la profonde douleur d'informer les agents de la présidence de la République du décès de M. Guy Arsenal Nombo Lugabain, survenu le 30 avril 2019 à l'hôpital militaire Pierre-Mobengo de Brazzaville. La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement. Le Directeur de l'administration et des Ressources humaines présente ses condoléances les plus attristées à la famille éplorée.



OFFRE D'EMPLOI POUR LE POSTE DE: SUPERVISEUR SECURITE

Grade - FSN-06

Contrat à Durée Indéterminée

DATE D'OUVERTURE: 7 Mai 2019
DATE DE CLOTURE: 21 Mai 2019
L'Ambassade des États Unis à Brazzaville recherche un Superviseur Sécurité détenteur d'un Baccalauréat, ayant une bonne maîtrise de la langue anglaise et française ainsi qu'une expérience professionnelle de deux (2) ans minimum dans le domaine de la sécurité dont un (1) an dans le rôle de supervision. Sous la hiérarchie directe du Manager de la garde locale, le/la titulaire du poste sera en charge de la coordination de toutes les actions des agents de sécurité affectées à la protection des biens et du personnel du gouvernement des États-Unis travaillant sous sa juridiction à Brazzaville. Pour de plus amples informations concernant cette offre d'emploi, prière de visiter notre site

internet: <https://cg.usembassy.gov/embassy/jobs/>
Ou de contacter le bureau des Ressources Humaines aux numéros suivants : 06-612-2000/06-612-2109/06-612-2143/06-612-2133
Veuillez adresser vos candidatures en Anglais uniquement.
AU:
Management Officer
U.S. Embassy Brazzaville - Boulevard Denis Sassou N'Guesso
N°: 70-83 sections D (Face Maternité Blanche Gomez) Bacongo, Centre-Ville.
Brazzaville, Republic of Congo
Ou par email : BrazzavilleHRjobs@state.gov

Merci pour votre intérêt et Bonne chance!

Les familles Bayoulath, Marcel Bounou, Alphonse Nzaou, Bernard Mpongui et Paul Mboundou, ont le profond regret d'annoncer aux amis et connaissances le décès de leur épouse, fille, mère, grand mère et sœur Mme Mboundou Madeleine, le dimanche 5 mai 2019 à 11h à l'hôpital Adolphe A sice de Pointe-Noire. La veillée mortuaire se tient à Pointe-Noire au quartier Foucks, au n° 41 de la rue Moe - Tchiboulou (Référence avenue Nganda salon).



IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET NUMÉRIQUE SÉRIGRAPHIE PELLICULAGE DOS CARRÉ COLLÉ CONCEPTION GRAPHIQUE



UNE LARGE GAMME DE PRODUITS



Journaux

PRESSE

Quotidiens
Hebdomadaires
Mensuels
Numéros spéciaux...



Chemises à rabat

Magazines

OFFSET

Chemises à rabat
Magazines
Livres
Dépliants
Documents administratifs
Calendriers
Flyers
Affiches
Divers

Cartes de visite

Dépliants



Livres

Calendriers

Flyers, Affiches

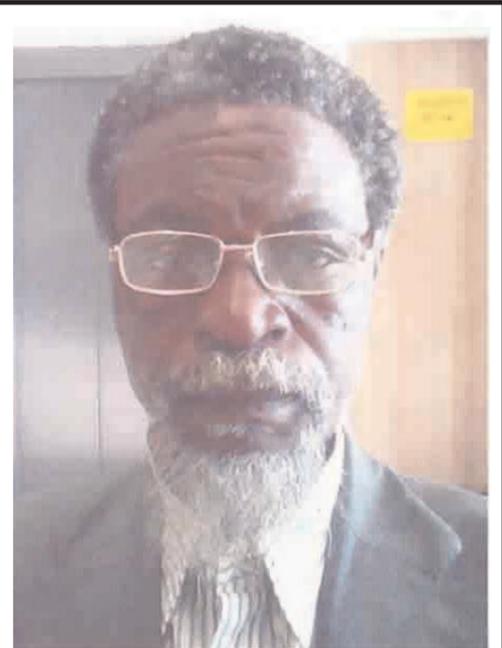
+242 06 951 0773
+242 05 629 1317

info@edbc-congo.com

Les familles Atipo et Nguié-A-Ba, Mmes Jeanne Atipo, Marie Ngampio et Thérèse Nguié, ont la profonde douleur d'annoncer à la grande famille Etaba, aux parents, amis et connaissances de Brazzaville, Pointe-Noire et Gamboma, le décès de leur fille, sœur et mère, Cynthia Badila alias Tita Mopao, survenu le 4 mai à Brazzaville. La veillée mortuaire se tient au n°45 de la rue Nkéni, à Talangaï, arrêt de bus Libanga ya talo. La date des obsèques sera communiquée ultérieurement.



Notre confrère Pierre Albert Ntumba-Ntumba a la profonde douleur d'annoncer le décès inopiné de son frère Pierre Mameeta Tshimanga, le dimanche 28 avril 2019 à l'hôpital de Talangaï. Le défunt fut enseignant à l'Ecole nationale moyenne d'administration (ENMA), vice-président de la Communauté des congolais de la RDC en République du Congo et président du Comité fédéral de l'Udps Congo-Brazzaville. Cette annonce s'adresse à tous ses parents, amis et connaissances en général et particulièrement à ses enfants et famille résident à Kinshasa, en RDC. Le recueillement s'organise au n° 125 de la rue Kimpandzou à Mougali (au croisement de l'avenue Boueta Mbongo et le marché de dix francs).



CAN U-23

Trente-sept Diabes rouges présélectionnés pour le duel contre la Zambie

Le sélectionneur congolais, Jean Elie Ngoya, a publié une pré-liste pour préparer la double confrontation avec la Zambie, les 5 et 9 juin, dans le cadre du tour qualificatif à la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) des moins de 23 ans. Le vainqueur de ces deux matchs validera également son ticket pour les Jeux africains de Maroc 2019.

Les Diabes rouges feront le déplacement, le 5 juin à Lusaka, avant de recevoir les Chipolopolos, le 9 juin, à Brazzaville. Le temps presse et la date du match aller arrive à grands pas. Les poulains d'Elie Ngoya débiteront le stage la semaine prochaine et recevront, dans les prochains jours, l'équipe soudanaise de la même catégorie en amical.

Fortement composée des joueurs locaux, la liste présentée par le staff technique congolais mise sur les meilleurs joueurs du championnat national de football ligue 1. L'un des atouts que présente cette liste est le fait que la plupart des joueurs se connaissent, puisque venant des mêmes équipes, à savoir le Club athlétique renaissance aiglons (Cara); Etoile du Congo; Jeunesse sportive de Talangaï (JST); Diabes noirs, l'AC Léopards; Cheminots et AS Otho.

Parmi les joueurs convoqués figurent vingt-sept locaux et dix de la diaspora. De nouveaux noms font également leur entrée en équipe nationale, le cas du jeune gardien Jonathan Opoundza, évoluant au FC Renaissance de la République démocratique du Congo, ainsi que



L'équipe des Diabes rouges U23/Adiac

Grace Ndjimbi de l'AC Léopards de Dolisie.

Le Congo qui a difficilement éliminé le Burundi au premier tour doit batailler fort pour venir à bout de la Zambie et se qualifier. Notons qu'en cas de victoire, le Congo sera à la fois qualifié pour la CAN des moins de 23 ans qui se déroulera, du 8 au 22 novembre, en Egypte, puis à la 12e édition des Jeux africains qui aura lieu à Rabat, au Maroc, du 19 au 31 août prochain.

Les institutions en charge du football doivent déjà tout mettre en oeuvre afin d'assurer la qualification de l'équipe congolaise.

Liste des joueurs

Gardiens

Wil-Césaire Matimbou (PSG-France), Joe Ombanza (Cara-Congo), Giscard Mavoungou (As Cheminot-Congo), Jonathan Opoundza (FC Renaissance-RDC)

Défenseurs

Prince Mouandza (Diabes noirs-Congo), William Nkounkou (Cap-Le-Ferret-France), Théorold Saboukoulou (Diabes noirs-Congo), Julfin Ondongo (Etoile du Congo), Gomez Loembet (As Otho-Congo), Junior Boukaka (Cara-Congo), Christ Ngoteni (Gueugon-France), Chancy Danga (Cara-Congo), Prince Ondon (Jeunesse sportive de Talangaï-Congo)

Milieux de Terrain

Durel Avounou (Us Orléans-France), Harvy Itali Ossete (Diabes noirs-Congo), Camille Kouyekimina (New tar de Douala-Cameroun), Feller Andzono (Jeunesse sportive de Talangaï-Congo), Gaius Makouta (Sc Braga-Portugal), Prince Obongo (Diabes noirs-Congo), Duval Ngoma (As Otho-Congo), Chandrel Massanga (Cara-Congo), Overcien Ngoma (V Club Mokanda-Congo), Brel Nongo (As Léopards-Congo), Junior Ngoma (As Léopards-Congo), David Akendze (As Kondzo-Congo)

Attaquants

Roland Okouri (Etoile du Congo-Congo), Valdi Matongo (Jeunesse sportive de Talangaï-Congo), Carel Guy Mbenza (Stade Tunisien-Tunisie), Aimé Nkounkou Maleka (V Club Mokanda-Congo), Deldi Ngoyi (Etoile du Congo-Congo), Jaures Ngombe (As Otho-Congo), Wilfrid Nkaya (Diabes noirs-Congo), Yann Noah (Saurmur-France), Jacques Tempepe (stade Gabes-Tunisie), Prince Elenga (As Kondzo-Congo), Pierre Mbou (Nico-Nicoyé-Congo).

Rude Ngoma (stagiaire)

SALON DE GENÈVE

Jacques Chevrier, une fidélité au Prix Kourouma

L'édition 2019 a couronné le 16e lauréat du Prix Kourouma, David Diop, maître de conférences à l'Université de Pau, pour «Frère d'âme» (Seuil). Jacques Chevrier, fidèle au rendez-vous, studieux, attentionné, a présidé la cérémonie avec le même plaisir renouvelé.

Le Prix littéraire du Salon africain de Genève a été créé dans le sillage de la mort, en 2003, de l'écrivain Ahmadou Kourouma, à l'initiative de Pierre Marcel Favre, directeur du Salon de Genève de l'époque. Par l'intermédiaire de Jean-Louis Gouraud, « j'avais été contacté pour mettre en place un événement important pour le Salon africain », se souvient Jacques Chevrier alors qu'il s'occupait, à l'époque, de la rubrique « livres » au magazine «Jeune Afrique», critique littéraire des plus informés sur ce qui se passait dans le domaine de l'actualité de la littérature africaine.

« Après m'être entretenu avec la direction du Salon de Genève, j'ai pensé à mettre en avant Ahmadou Kourouma qui venait de disparaître. C'était une vraie plume avec un franc parler ; une pensée vigoureuse ; lecteur passionné, un collectionneur de dictionnaires », explique Jacques Chevrier, le président du jury, pour lequel le meilleur moyen de rendre hommage à un écrivain, c'est de créer un Prix en son nom.

Déjà seize ans que le président du jury effectue le déplacement de Paris à Genève, pour rejoindre sur place les membres du jury, Christiane Kourouma, la direction du Salon africain,

les officiels de la Francophonie, de la Suisse, pour la remise solennelle du Prix.

Cette année, en présence de Pierre Ismaël Bidoung Mkpatt, ministre camerounais des Arts et de la culture; Géraldine Zeuner, chef du département de la Culture et du développement de la Confédération de Suisse; Christiane Kourouma et son fils Julien, Jacques Chevrier a remis le Prix Kourouma à David Diop, maître de conférences à l'Université de Pau pour «Frère d'âme», paru aux Editions du Seuil. Il succède à Wilfried N'Sondé, récompensé l'an dernier pour son livre « Un océan, deux mers, trois continents » paru chez Acte Sud.

Hormis son rituel genevois qui perdure, Jacques Chevrier demeure cet universitaire fortement impliqué dans la promotion des littératures francophones. Il est président de l'Association des écrivains de langue française, professeur émérite à l'Université Paris IV-Sorbonne où il est également membre associé du Centre de recherche en littérature comparée.



Jacques Chevrier Crédit photo : Marie Alfred Ngoma

Son amour de la littérature lui confère le droit de livrer ses avis pédagogiques, universitaires et spontanés sur l'actualité du livre. « Le livre tarde à être accessible à tous en Afrique car pour écrire, il faut lire », se désolait-il, regrettant au passage la disparition de la librairie-galerie parisienne, et du stand «Livres et auteurs du Bassin du Congo» au Salon du Livre de l'équipe des Dépêches de Brazzaville de Jean-Paul Pigasse.

Marie Alfred Ngoma de retour de Genève

FOOTBALL

Le week-end des Diabes rouges et des Congolais de la diaspora en France

National 2 (ex CFA), 27e journée

Groupe A

La réserve de l'AS Monaco est battue à domicile par Fréjus-Saint-Raphaël (2-4). Hans Noah Massengo était titulaire, contrairement à Jordi Mboula, convalescent.

Saint-Priest fait match nul 1-1 à Annecy. Jean-Bryan Boukaka a été remplacé à la 59e mn, tandis que Romaric N'Gouma a joué l'intégralité du match dans l'axe. Réduits à dix puis à neuf aux 57e et 63e mn, Chasselay chute à domicile face à Endoume (2-4). Christopher Bitsamou a été remplacé à la 70e.

Martignes corrige Grasse (4-0). Chris Malonga a ouvert le score, d'une volée du gauche, à la 55e mn, avant d'être remplacé à la 77e. Le FC Martignes tentera de valider son maintien, le week-end prochain, face à la réserve de l'OM.

Les Phocéens qui balayent Pontarlier (4-0). Niels Nkounkou était titulaire et a joué tout le match.

Groupe B

Blois concède le nul 1-1 face à Saint-Pryvé-Saint-Hilaire. Daniel Moutala a été remplacé à la 83e mn, pendant qu'Hermann Mongomba est entré à la 86e.

Pas de vainqueur entre Andrézieux et Romorantin (1-1). Juvrel Loumingou, titulaire, a été remplacé à la 80e, alors que son équipe menait au score.

Groupe C

Face à son ancien club, Granville, Ladislav Douniama est entré à la 62e mn. Trop tard pour inverser le score : Saint-Brieuc chute en Normandie et perd sa première place au profit du C'Chartres de Jean-Guy Wallemme.

La réserve de Lorient bat celle du Havre (3-1) avec deux défenseurs d'origine congolaise : Loris Mouyokolo (17 ans) dans l'axe et Ruddy Ebondo (20 ans) à gauche. Ce dernier a été averti à la 12e mn.

Côté normand, Alan Dzabana n'était pas de la partie.

Bastia-Borgo étrille Saint-Malo 5-1 avec un premier but signé de Cédric Odzoumo. Rappelons qu'Yven Moyo a, quant à lui, quitté Saint-Malo en mars dernier. Les Diabes noirs, surnom du club breton, et le joueur se sont séparés d'un commun accord.

Groupe D

La réserve de Reims plie face à celle de Lille (2-3). Dorian Samba est entré à la 75e mn, alors que le score était acquis.

Camille Delourme

DÉCRISPATION POLITIQUE

Moïse Katumbi confirme son retour au pays

L'ex-gouverneur du Katanga regagnera la République démocratique du Congo le 20 mai par Lubumbashi, a-t-il annoncé personnellement, au cours d'une interview accordée, le 6 mai, en exclusivité à RFI et France 24.

Après trois années d'exil forcé, Moïse Katumbi croit le moment arrivé de rentrer dans son pays. Les circonstances s'y prêtent bien surtout avec le changement de régime intervenu entre-temps. « Je voudrais rentrer au pays. Et je vais vous donner la date : je rentre le 20 mai à Lubumbashi pour rester avec les miens, pour consoler les familles qui ont été maltraitées », a-t-il indiqué d'entrée de jeu, affichant une nette conviction assortie d'une détermination à braver le risque. Dès son retour, par Lubumbashi et par avion, il envisage une tournée nationale pour reconforter ses compatriotes et leur apporter le message de consolation et d'espoir. « Je vais faire le tour du Congo. Je vais faire le safari. Je voudrais aller remercier la population congolaise qui m'a soutenu pendant le malheur provoqué par M. Kabila », a déclaré le dirigeant de la coalition politique Lamuka. Il ne craint rien pour sa sécurité et remet son sort entre les mains de la population. « La sécurité, d'abord, c'est la population congolaise. Je rentre chez nous, je ne rentre pas avec des militaires, je rentre pour aider mon peuple à sortir de la misère », a-t-il précisé.

Moïse Katumbi pour une opposition républicaine

Cet ancien membre de la « Kabylie » met le dénouement de ses démêlés judiciaires sur le compte de l'évolution positive constatée dans l'administra-

tion de la justice qui, de plus en plus, tend à s'éloigner des interférences politiciennes. « Je savais que j'étais innocent et que mes procès étaient des mascarades », a-t-il fait observer, tout content de voir enfin la justice congolaise dire le droit, sans pression ni immixtions extérieures. Toujours sur ce même registre, il rejette toute approche consistant à voir son retour comme une faveur du nouveau pouvoir avec lequel il n'a amorcé aucune tentative d'arrangement dans ce sens. Les deux décisions de justice qui lui sont aujourd'hui favorables, notamment sur l'affaire de spoliation d'immeuble et celle de mercenaires sont, d'après lui, le fait de l'indépendance de la justice dorénavant affranchie des pesanteurs politiques.

Par rapport à son avenir politique, Moïse Katumbi a laissé entendre qu'il reste opposant, coordonnateur de Lamuka et président d'Ensemble pour le changement. Evitant subtilement d'évoquer la problématique du leadership de l'opposition qu'on veut lui faire porter, il rassure de son appartenance à ce bord politique. L'opposition qu'il entend exercer, il la veut républicaine. « On va condamner là où il faudrait condamner. On va féliciter là où il faudrait féliciter. On va donner des conseils et des solutions aussi », a-t-il dit, tout en maintenant un flou autour de ses rapports avec Martin Fayulu, le leader principal de Lamuka qui se considère



Moïse Katumbi

toujours comme le président élu de la RDC allant jusqu'à demander la démission de Félix Tshisekedi. « La Cour constitutionnelle a proclamé M. Félix Tshisekedi président de la République. Pour moi, je suis un homme pragmatique, je ne voudrais pas entrer dans des débats qui pourraient un jour ramener le mal dans notre pays. Donc, le plus important pour nous, c'est l'avenir du peuple congolais », s'est-il contenté de dire.

« La Cour constitutionnelle a proclamé M. Félix Tshisekedi président de la République. Pour moi, je suis un homme pragmatique, je ne voudrais pas entrer dans des débats qui pourront un jour ramener le mal dans notre pays. Donc, le plus important pour nous, c'est l'avenir du peuple congolais »

Pas non plus d'éclairci sur sa candidature à la prochaine

présidentielle. « Aujourd'hui, nous ne pouvons pas parler de la candidature, parce que nous avons encore cinq ans. Mais le boulot que j'aurai, en tant que coordonnateur de Lamuka, c'est que je vais sillonner toutes les provinces, je vais aussi transformer Ensemble pour le changement en un grand parti politique. Donc il y a beaucoup de choses à faire. Faisons ce qui est le mieux pour la population congolaise. Cinq ans, c'est encore loin », a expliqué l'ex-gouverneur du Katanga.

Alain Diasso

DÉVELOPPEMENT

L'Afrique devrait plus s'inquiéter de la perte de productivité liée aux maladies

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) invite les dirigeants de la région « à réorienter urgemment leurs politiques publiques vers le secteur de la santé ».

La multiplication des maladies et autres épidémies, notamment Ebola, le paludisme, le sida et le choléra, augmente la vulnérabilité de l'économie africaine, entraînant des pertes économiques annuelles de l'ordre de deux mille quatre cents milliards de dollars américains dans l'ensemble du continent.

C'est ainsi que le rapport de l'OMS, intitulé « Productivity cost of illness », touche un point crucial du développement de l'Afrique : la santé. C'est un tout autre discours, rien à avoir avec le traditionnel appel à investir dans les infrastructures de base et l'énergie pour booster le développement. En effet, le chiffre de deux mille quatre cents milliards de dollars

américains représente en fait les pertes totales annuelles que subissent les économies africaines à cause des maladies et autres épidémies. On le sait, la République démocratique du Congo est affectée par le virus d'Ebola dans certaines parties de son territoire. Face à cette épidémie, le pays éprouve toujours des difficultés pour la contenir en raison de sa vitesse de propagation et de l'absence de financement. Les moyens à mobiliser pour y faire face et prendre en charge les malades sont tout aussi impressionnants : quatre-vingts points de contrôle pour surveiller les points de passage, sept cents agents sanitaires soutenus par l'Organisation internationale pour les migrations, quarante-deux millions de voyageurs dépistés depuis le début de l'épidémie, etc.

Développement économique et santé

Face à une Afrique tournée résolument

vers le développement économique, l'OMS met en garde contre les ordres de priorité dans l'investissement. En effet, le continent ne devrait pas perdre de vue que la population va doubler d'ici à 2050, atteignant les 2,5 milliards d'âmes. Le boum démographique va poser forcément des inquiétudes sur la prise en charge effective de la population additionnelle. Il est urgent d'améliorer les systèmes sanitaires et d'augmenter la qualité de la main d'œuvre potentielle. Or, le personnel soignant en Afrique, selon la Banque mondiale préoccupe plus d'un expert : « La densité de médecins du continent africain est de deux médecins pour dix mille habitants, très en dessous de la moyenne mondiale qui est d'environ quatorze médecins pour dix mille habitants ».

Par ailleurs, la tendance démographique projetée est d'environ sept cent cin-

quante millions de jeunes africains d'ici à 2030. Cela représente un véritable atout sur le plan de la disponibilité de la main d'œuvre. Mais l'OMS reste assez pessimiste. D'après elle, l'état des politiques sanitaires africaines laisse penser « qu'à long terme, le continent africain risque de passer à côté de cette opportunité économique ». Le sentiment est d'autant plus justifié par une montée attendue des maladies sexuellement transmissibles au cours des dix prochaines années. Cette augmentation de 27 % va entraîner vingt-huit millions de décès supplémentaires. Pour l'OMS, l'Afrique n'a d'autres choix que de consacrer au moins 15 % de son budget public à la santé. Pour l'heure, quelques pays dont le Malawi, l'E-Swatini, l'Ethiopie et la Gambie ont pu réaliser cet objectif dans les années 2015.

Laurent Essolomwa

KINSHASA

Le ministre provincial Guy Matondo dans des sales draps

L'Assemblée provinciale a adopté, hier, à la majorité de ses membres, la résolution de mise à la disposition de la justice du ministre provincial des Finances du gouvernement sortant pour « détournement de deniers publics ».

L'étau est en train de se resserrer de plus en plus sur le ministre provincial des Finances de la ville de Kinshasa, un des bras droits de l'ancien gouverneur, André Kimbuta. L'intéressé n'a pas du tout convaincu les députés provinciaux qui attendaient de lui des explications claires, en rapport avec les faits de gestion mis à sa charge par son interpellateur, le député Didier Tenge Litho. Au cours de la plénière de l'Assemblée provinciale de Kinshasa (APK) du 6 mai, le ministre incriminé, fai-



Guy Matondo s'expliquant devant les députés provinciaux

sant l'objet d'une procédure de contrôle parlementaire, n'a pas pu justifier le suren-

dettement actuel de la capitale auprès de plusieurs banques de la place où ont

été ouverts des comptes parallèles ou fictifs, encore moins les arriérés de salaire des ministres provinciaux, des membres de leurs cabinets, des fonctionnaires de l'Assemblée provinciale ainsi que ceux rattachés à l'administration de la ville. L'ouverture, par la ville, d'une ligne de crédit bancaire frôlant les quatorze millions de dollars, fait jaser. Non convaincu des réponses fournies par Guy Matondo, le député Didier Tenge Litho s'est finalement résolu de transformer son interpellation en motion de défiance, proposant dans la foulée que le ministre soit traduit en justice. Entretemps, le bureau de l'APK a initié une résolution de sa mise en accusation devant la Cour de cassation car « les faits mis à sa charge sont très graves ». La réso-

lution a été adoptée séance tenante sans broncher par la majorité des députés provinciaux.

La voie est donc tracée pour que le ministre finisse son aventure derrière les barreaux, au Centre pénitentiaire et de rééducation de Kinshasa. Pour le numéro 1 de l'APK, tous les acteurs concernés dans la gestion calamiteuse de la ville seront traduits en justice, quel que soit leur rang. En attendant, c'est sous les huées de la foule que le ministre Guy Matondo a quitté, sous escorte policière, le siège de l'APK pris d'assaut par des agents de différents cabinets ministériels du gouvernement provincial, venus lui réclamer plus de trente mois d'arriérés de salaire. Il a fallu l'intervention de la police pour l'extirper des griffes de ses pourfendeurs.

Alain Diasso

MÉDIAS

Le directeur général de la RTNC accusé de violer impunément les droits des travailleurs

La radiotélévision nationale aurait mis à la porte, sans aucune compensation, plus de trois cents journalistes, selon l'Association africaine de défense des droits de l'homme (Asadho).

L'Asadho, dans un communiqué du 7 mai, se dit très préoccupée par les atteintes aux droits fondamentaux reconnus aux particuliers par le directeur général de la Radiodiffusion et télévision nationale congolaise (RTNC), Ernest Kabila Ilunga. Cette ONG de défense des droits de l'homme relève que depuis plusieurs années, la RTNC utilise l'expertise de plusieurs Congolaises et Congolais sous le format de stage pratique de deux ou trois mois non renouvelables, sans contrepartie conséquente, en violation de la Constitution et des lois de la République. Citant les documents en sa possession, l'Asadho affirme que la RTNC a renouvelé plusieurs fois ce stage pratique pour plus de trois cents journalistes, sur une période allant d'un an à dix ans, en profitant ainsi gratuitement des services (journal, émissions, documentaires, reportages...) réalisés par ces derniers.

Mis à la porte sans aucune compensation

Après avoir abusé et profité de ses victimes, Ernest Kabila Ilunga a mis ces « stagiaires » à la porte sans aucune compensation, poursuit cette association. Elle regrette que le directeur général de la RTNC refuse tout dialogue avec ces journalistes laissés-pour-compte. « L'attitude de M. Ernest Kabila Ilunga de refuser tout dialogue avec ces jour-

nalistes donne l'impression qu'il se considère au-dessus des lois de la République, en violation de la Constitution qui établit l'égalité de tous devant la loi », fait remarquer l'Asadho, qui condamne cette pratique récurrente au sein de la RTNC et qui consacrerait l'exploitation des Congolais par d'autres Congolais.

Pour cette association, le directeur général viole les droits fondamentaux des compatriotes au vu de toutes les autorités publiques, sans qu'aucune d'elles n'agisse pour le contraindre au respect des droits fondamentaux reconnus aux particuliers.

Pour cette association, le directeur général viole les droits fondamentaux des compatriotes au vu de toutes les autorités publiques, sans qu'aucune d'elles n'agisse pour le contraindre au respect des droits fondamentaux reconnus aux particuliers. Aussi exhorte-t-elle le président de la République à intervenir en faveur de ces journalistes, au regard de son engagement à respecter et faire respecter les droits de l'homme. L'Asadho voudrait également que ce directeur général soit suspendu de ses fonctions pour atteinte aux droits fondamentaux.



En outre, le ministre chargé des Médias est appelé à prendre des mesures urgentes pour que ces journalistes reprennent leur travail ou qu'ils soient dédommagés pour toutes les années de travail passées au sein de la RTNC. L'Asadho prie

Ernest Ilunga de s'abstenir de toute menace ou intimidation à l'égard de ces derniers qui ne font que défendre leurs droits fondamentaux.

Lucien Dianzenza

LUTTE CONTRE EBOLA

Les activités de riposte paralysées à Butembo

Depuis le 1er août 2018, la République démocratique du Congo vit pour la dixième fois une épidémie à virus Ebola qui a déjà dépassé le seuil de mille morts. L'insécurité à laquelle sont exposés les équipes ralentit le travail sur le terrain pour contrer cette maladie.

Les 5 et 6 mai, les activités de riposte ont fonctionné au ralenti dans la ville de Butembo au Nord-Kivu et les zones de santé voisines. Les comités locaux de riposte installés dans les différents quartiers de la ville ont assuré un service minimal. À la suite de cette paralysie temporaire du travail, l'on craint une augmentation du nombre de cas et de décès dans les prochains jours. La dixième épidémie de la maladie à virus Ebola fait face à plusieurs défis, notamment l'insécurité. Les équipes de riposte ne savent plus mener des interventions comme il se doit. Plusieurs agents de santé sont tués par des miliciens. L'assassinat de l'épidémiologiste camerounais, le Dr Richard Mozouko, est encore frais dans la mémoire collective.

Pour résoudre cet épineux problème, le chef de l'Etat a instruit dernièrement la police de

renforcer la sécurité dans les provinces touchées par l'épidémie en vue de protéger les agents de santé et les centres de traitement constamment détruits par des miliciens. Aussi pour renforcer la lutte, il a été mis sur pied, sur initiative du président de la République, le comité de pilotage collégial et multisectoriel de lutte contre Ebola. Cette nouvelle structure est présidée par le Premier ministre et financée par les ministères des Finances et du Budget. La présidence de la République, les ministères de la Défense, de l'Intérieur, du Budget, des Finances et des Affaires humanitaires ainsi que le directeur général de l'Institut national de recherche biologique, le Dr Jean-Jacques Muyembe, font partie de ce comité.

Pour rappel, depuis le début de l'épidémie, le cumul des cas est de mille cinq cent soixante-douze dont mille cinq cent six confirmés et soixante-six probables. Au total, il y a eu mille quarante-cinq décès dont neuf cent soixante-dix-neuf confirmés et soixante-six probables. Quatre cent trente-neuf personnes ont été guéries.

Blandine Lusimana

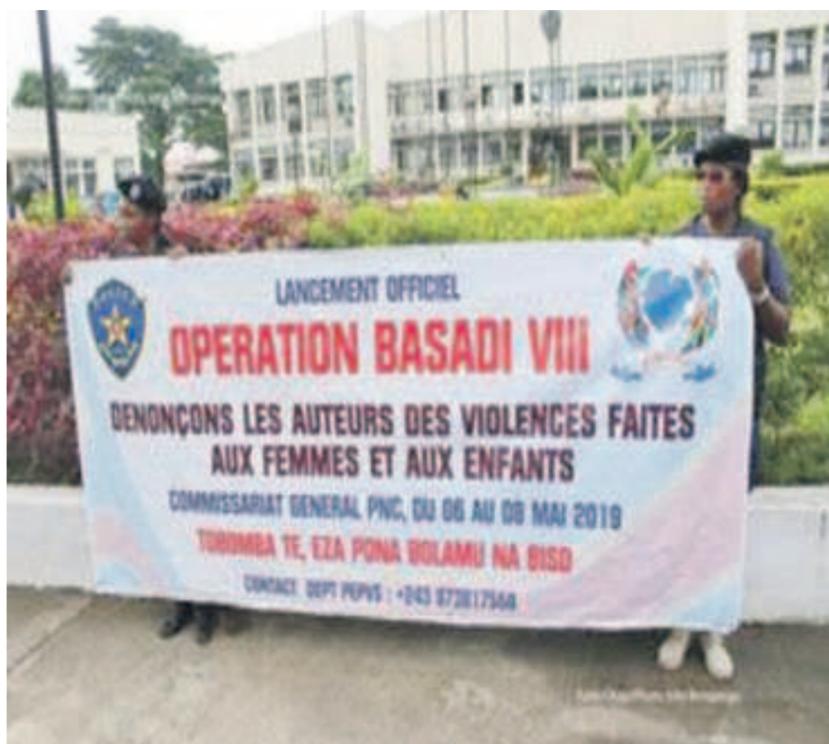
VIOLENCES SEXUELLES

La police lance l'opération Basadi VIII

L'opération, la huitième du genre, a démarré concomitamment le 6 mai dans neuf provinces du pays et vise tous les individus qui se livrent aux violences contre les femmes et les enfants pour les déférer devant la justice.

L'initiative sous-régionale de lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants a été lancée à Kinshasa par le commissaire général de la police nationale congolaise, Dieudonné Hamuli. Il a précisé que cette activité de trois jours a pour objectif de dénoncer les auteurs de ces violences. « L'opération Basadi consiste à cibler, appréhender toutes ces personnes qui se livrent aux violences faites aux femmes et aux enfants, et tout de suite les déférer au parquet, pour qu'elles aillent répondre de leurs actes criminels », a-t-il expliqué aux policiers commis à cette tâche, avant de les appeler à plus de professionnalisme et de courage.

Au nombre des provinces concernées par cette opération, il y a notamment Kinshasa, le Kivu, la Tshopo, le Kongo central, le Haut-Katanga, le Kasai oriental et le Kasai central. A en croire le géné-



La banderole annonçant la 8e édition de l'opération Basadi Hamuli, les délinquants appréhendés seront directement transférés à Harare, au Zimbabwe, au siège de la Communauté de développement d'Afrique australe. Cette opération, a-t-on indiqué, a vu la quasi-totalité des pays de cette sous-région s'unir pour lutter contre les crimes liés au genre.

Lucien Dianzenza



**LIBRAIRIE
LES MANGUIERS**

Un **Espace de Vente:**

Une sélection unique de la **LITTÉRATURE CLASSIQUE** (africaine, française et italienne)

Des : Essais, Bandes dessinées, Philosophie, etc.



Un **Espace culturel** Pour vos **Manifestations :**

Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace
Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.

Les Dépêches de Brazzaville 84 Boulevard Denis Sassou N'Guesso
immeuble les manguiers (Mpila) Brazzaville République du Congo

Ouvert

**DU LUNDI AU VENDREDI 9 h - 17 h
SAMEDI 9 h - 13 h**



4^e ÉDITION DES CHAMPIONNATS D'AFRIQUE DE SCRABBLE FRANCOPHONE

Edson Ikouadja satisfait de la prestation des Diabes rouges

Brazzaville a abrité la compétition, du 15 au 20 avril dernier. Le président de la Fédération congolaise de scrabble a fait le bilan, dans un entretien avec Les Dépêches de Brazzaville.

Avec des moyens modestes mais avec une farouche volonté à ne pas décevoir les participants, la Fédération congolaise de scrabble a réussi son pari, en réunissant la jeunesse africaine autour de cette discipline. Son président loue les mérites de tous ceux qui ont œuvré pour le succès de l'activité. « Du point de vue de l'organisation, je vous dis sans commentaire qu'elle a été une réussite. Le comité mis en place et dirigé par Christel Mikolele a bien fonctionné. Les chefs de délégation, les encadreurs techniques et les joueurs étaient tous logés au complexe sportif de la Concorde, à Kintélé, en pension complète : petit déjeuner, déjeuner et dîner avec toute la logistique qui va avec. Nos joueurs étaient logés à la Résidence Elonda, à quelques encablures du site de jeu. La compétition s'est déroulée sans heurt », a assuré Edson Ikouadja.

Le Congo qui a accueilli six pays africains ayant en leur sein les meilleurs scrabbleurs du continent n'a pas été ridicule. Bien au contraire, il a tiré son épingle du jeu au milieu de ce gotha continental;



« Sept pays de l'Afrique francophone ont participé à ces championnats : Bénin, RDC, Gabon, Cameroun, Côte-d'Ivoire, Sénégal et le Congo notre pays. Parmi les joueurs participants, on a noté des grands noms du scrabble africain comme Arona Gaye du Sénégal, ancien champion du monde; Zigbe Mathieu de la Côte d'Ivoire, dernier finaliste au Classique lors de la dernière coupe du

monde de Mont Tremblant au Canada; sans oublier d'autres grands champions comme François Xavier Adjovi, Julien Affaton ou Eugène Lama habitués des produits. Face à ce gratin africain, il fallait user de toutes les techniques pour arracher une place de choix sur les six épreuves retenues, à savoir l'élite, le blitz, la paire, le classique, le défi africain, la Coupe d'Afrique des nations. Au

finish, je peux vous dire que nos résultats sont honorables. Comme cerise sur le gâteau, la commission technique a élu Cyr Likelemba, révélation du tournoi. Obtenir un tel résultat devant les athlètes de haut niveau pour un sport encore peu connu des Congolais est très encourageant », s'est réjoui le président de la Fédération congolaise de scrabble. L'avenir du scrabble congolais est promoteur au regard de ces résultats flatteurs qu'il faut confirmer désormais et dès juillet prochain. « Notre regard est maintenant tourné vers le championnat du monde de scrabble qui aura lieu en juillet prochain, à La Rochelle en France, mais avant ce rendez vous, nous avons été invités à la fin de ce mois de mai au 5^e master international du Cameroun. Je lance donc un appel aux pouvoirs publics et aux sponsors de nous soutenir dans la vulgarisation de cette activité qui est un vrai vecteur de valeurs et un outil de cohésion sociale. Nous remercions pour cela tous ceux qui l'ont compris. Ainsi, par ma voix, la Fédération congolaise de scrabble adresse ses sincères remerciements à Mme Stella Mensah Sassou N'Guesso, députée maire de la commune de Kintélé, pour sa disponibilité et son soutien moral tout au long de la compétition », a conclu Edson Ikouadja.

Hervé Brice Mampouya

SPECTACLE

Le théâtre chrétien à l'honneur à Brazzaville

La première phase de la journée du théâtre chrétien aura lieu le 11 mai, en l'église feu d'Horeb, au quartier Mazala Moukondo.

L'activité va réunir les chrétiens férus du théâtre. Elle est organisée par la direction de la production de Drtv HD international que dirige Eric Ngombé Obebande et l'émission «7e art» qu'anime Barthel Massamba. L'émission «F comme femme» de la Radio-Télévision nationale congolaise 2 de la République démocratique du Congo, animée par Nadine Landu Bundu, est partenaire de ces retrouvailles chrétiennes qui ont pour parrains l'apôtre Armand Jembo et le pasteur Amballer. Au programme de ces réjouissances théâtrales en l'honneur du Très Haut, les concours de théâtre, de poésie chrétienne et de prédication. De nombreuses troupes théâtrales chrétiennes vont prendre part à cet événement, à



Barthel Massamba, animateur de l'émission «7e art»/DR

savoir la troupe théâtrale Kimbanguiste, la troupe théâtrale le paraclét Sainte Marie Faustine de gospel, le paraclét Ndonga Marie, le paraclét Saint esprit de Moundali, la troupe théâtrale CBE Mayangui, la troupe théâtrale Ecodi Mayangui, la troupe théâtrale Ecodi Moukondo, le groupe la Grace de EEC Ngamaba, la troupe théâtrale cardinal Emile-Biyenda du Grand séminaire. Toutes ces troupes auront à cœur de montrer au public que l'art de Molière vit également en milieu chrétien par des scènes et thèmes moralisateurs et éducatifs.

Signalons que la maison d'habillement Meya et Océane agence soutiennent également l'activité.

H.B.M.

RÉINSERTION SOCIALE

Le maire de la ville chez les enfants de la rue

Jean François Kando a visité, la semaine dernière, les enfants de la rue hébergés au siège du Samu social pour un séjour de resocialisation.



Le maire et les enfants du Samu social/Adiac

Les enfants de la rue manquent de chaleur parentale et ressentent souvent une sensation de vide, de solitude et d'absence avec la certitude douloureuse et angoissante d'être condamnés à la solitude.

Pour se sentir aimés, ils ont besoin de belles paroles, de l'affection et du contact humain, tout comme de la nourriture pour bien grandir. Le maire de la ville de Pointe-Noire, attaché à la valeur humaine, a décidé de rendre visite aux enfants de la rue que le Samusocial accueille en son sein pour un séjour de resocialisation.

L'objectif de cette visite a été de les reconforter tout en éliminant cette carence affective,

liée aux ressentis de l'enfant négligé. En effet, en effectuant cette visite, le premier citoyen de la ville de Pointe-Noire a voulu par lui-même connaître les réalités dans lesquelles vivent ces mômes. Sa présence à leur côté a été une grande joie, une présence amicale de plus dans leur vie.

Créé à la demande de la mairie de Pointe-Noire, le Samu social vient en aide aux enfants vivant dans la rue depuis quinze ans maintenant. Aujourd'hui, le centre accueille vingt-quatre d'entre eux, âgés de 10 à 14 ans, dont dix-huit garçons et six filles. Afin de pallier les insuffisances en matière de services publics inclusifs durables et équitables,

le Samu social poursuit ses activités de suivi au quotidien, selon la méthode d'urgence du Samusocial international. Il a récemment mis en place un projet d'accompagnement professionnel des jeunes adultes.

Notons que la plupart des intervenants sociaux au Congo ont développé des stratégies socio-éducatives avec beaucoup de cœur, de courage et d'intelligence dans des conditions pas faciles. Ils rencontrent les enfants, répondent à leurs besoins primaires (nourriture, habits, soins de santé, hébergement provisoire pour la nuit) en espérant les encourager à quitter librement la rue.

Hugues Prosper Mabonzo

COOPÉRATION

Le nouvel ambassadeur de Tunisie au Congo met en avant la diplomatie économique

Bouzekri Rmili a remis les copies figurées de ses lettres de créance, le 7 mai à Brazzaville, au ministre des Affaires étrangères, de la coopération et des Congolais de l'étranger, Jean-Claude Gakosso.

Au menu des échanges entre les deux personnalités, l'état de la coopération entre les deux pays ainsi que les différents secteurs à exploiter. L'objectif étant de booster davantage la coopération dans les secteurs du tourisme, de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle.

Au sortir de ce tête-à-tête, le diplomate tunisien s'est engagé à « travailler dur » pour, a-t-il dit, augmenter le quota de bourse qu'accorde le gouvernement de son pays au Congo. « Actuellement, nous donnons onze places. J'aimerais bien doubler ce nombre. Pour la formation professionnelle, nous donnons au Congo une dizaine de places. Je vais doubler cela et même tripler », a assuré Bouzekri Rmili, chargé du dossier congolais depuis 2005. L'ambassadeur tunisien a inscrit, au cours de sa manda-



Jean-Claude Gakosso et Bouzekri Rmili au cours de l'audience

ture, la diplomatie économique comme axe central du plan d'action de l'ambassade. Un engagement porté par sa participation, à maintes reprises, aux missions économiques au

Congo. Pour conforter cette volonté, Bouzekri Rmili entend inciter les hommes d'affaires tunisiens à investir au Congo et dans le même temps, donner la possibilité aux Congolais d'in-

vestir en Tunisie. Une manière pour lui de prôner la coopération sud-sud. « Nous nous accordons beaucoup d'incitation fiscale surtout avec le code de l'investissement de 2016 en Tunisie »,

a-t-il fait savoir.

Le diplomate tunisien a aussi souhaité une coopération dans le domaine de la santé. « La Tunisie a une expérience de renommée. Nous recevons nos frères et sœurs africains dans notre pays pour des soins médicaux, en cas d'évacuation sanitaire. Nous comptons collaborer avec vous dans ce domaine. Il y a beaucoup de domaines dans lesquels on peut donc avoir une coopération fructueuse et sur la base d'une coopération sud-sud, gagnant-gagnant. C'est le mot d'ordre, il faut approfondir davantage notre coopération », a-t-il estimé.

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République tunisienne au Congo, en Angola, en Centrafrique et en Zambie, Bouzekri Rmili a pour siège Kinshasa, en République démocratique du Congo.

Josiane Mambou Loukoula

DICTA BRAZZA 2019

Le lycée d'excellence de Mbounda déclaré vainqueur

La remise des prix et diplômes aux lauréats a eu lieu le 6 mai à l'Institut français du Congo, dans une salle comblée d'élèves venus de différents établissements de Brazzaville, en présence de l'ambassadeur de France, du représentant de l'Union européenne, des enseignants et autres personnalités.

Le concours d'orthographe mettait en lice une vingtaine d'établissements scolaires privés et publics dont la première phase de dictée collective avait eu lieu le 20 mars dernier, au lycée Saint Exupéry de Brazzaville. Les dictées retenues sont celles produites par les lycées Saint Exupéry et Delta Bambino. La deuxième phase de ce jeu concours a débuté par la demi-finale qui opposait les ambassadeurs de dix établissements scolaires

gagnants à la dictée collective. Il s'agit des lycées Saint-Exupéry, Chaminade, Notre-dame-du-Rosaire, Ecole militaire préparatoire général Leclerc, Révolution, complexe Anne-Marie Javouhey, Excellence de Dolisie niveaux troisième et seconde, le groupe scolaire Delta Bambino, Thomas-Sankara A. Ces élèves ont été soumis à l'étape d'épellation de mots.

Au finish, neuf lycées ont été éliminés, laissant la première place au

lycée d'excellence de Mbounda qui est à sa première participation. Il a reçu un ordinateur et différents lots. Appelé autrefois lycée d'excellence de Mbounda, cet établissement d'enseignement général de Dolisie est débaptisé lycée d'excellence Denis-Sassou-N'Gouesso de Mbounda.

Ainsi, les meilleurs élèves de chaque établissement, tous niveaux confondus, ont été aussi récompensés. Les deux établis-

sements qui ont remporté les épreuves de dictée ont été également distingués.

« Un signal fort pour la promotion d'un enseignement de qualité »

L'ambassadeur de France au Congo, Bertrand Cochery, a félicité les organisateurs et tous les participants à ce concours. « C'est un signal très fort pour nous tous et en particulier pour ce lycée de Dolisie pour la promotion d'un enseignement de qualité ici au Congo », a fait savoir le diplomate français, tout en les encourageant à continuer dans cette dynamique. Pour sa part, le proviseur du lycée Saint Exupéry, Laurent Cadic, s'est dit heureux de la grande participation des élèves. « Votre forte participation à ce concours traduit aujourd'hui la vitalité de la langue française. J'ai découvert la maîtrise d'une langue ni sclérosée ni desséchée. Avec les autres membres du jury, j'apprécie votre maîtrise des pièges de l'orthographe et des règles de conjugaison, et j'ai mesuré tout le plaisir ludique que ces élèves rédacteurs ont apporté dans l'exécution de cet exercice », a-t-il révélé.

Dieudonné Makaya Bazola, enseignant de français et chef de département au lycée d'excellence de Mbounda, a exprimé sa joie au nom du proviseur de cet établissement qui, selon lui, a tout fait : « Nous

avons travaillé d'arrache-pied avec stress. C'était un challenge très excitant, grâce à la volonté de monsieur le proviseur qui a cru vraiment à ce projet. Au nom du proviseur, je me sens heureux par ce que le coup d'essai aura donné un coup de maître », s'est-il réjoui.

Khady Fall Diagne, l'une des organisatrices, a indiqué que la volonté était de faire participer les élèves, les rendre actifs dans ce long périple exaltant qui les emporte d'étape en étape au tour de la langue française. « Ils ont travaillé sur les mots, je trouve que c'est ça qui donne vraiment le sens à l'action que nous menons. C'est pour la deuxième année consécutive que nous faisons la finale dans la salle. Avant, nous nous arrêtons seulement à la proclamation des résultats et à la remise des prix mais, cette finale c'est ce qui manquait à dicta Brazza... », a-t-elle indiqué.

Les établissements scolaires participants sont les lycées de Kintélé, d'excellence de Mbounda, le groupe scolaire Delta Bambino, Nganga Lingolo, Sébastien-Mafouta, Saint-Exupéry, Chaminade, Notre-dame-du-Rosaire, l'Ecole militaire préparatoire général Leclerc, Révolution, Thomas-Sankara A, Savorgnan-de-Brazza A et B, le CEG Anne-Marie-Javouhey, Bitsindou, Agostinho-Neto A, Antonio-Agostinho-Neto A.

Rosalie Bindika

Arrêt sur image



Une trentaine de mannequins du groupe Dream's Agency Congo (DAC) ont visité le 2 mai, le Musée galerie du Bassin du Congo.